

La Saint-Nicolas des francophones

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES 80 millions pour le Pacte, 10 pour les arts de la scène

► La Fédération Wallonie-Bruxelles va distribuer un bonus de 158 millions en 2018.

► L'essentiel va à l'école mais la recherche, la culture et l'aide à la jeunesse auront leur part du gâteau.

C'était Saint-Nicolas avant l'heure vendredi alors que le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles présentait son grand accord budgétaire 2018. Un peu comme si la crise politique étouffée motivait une sur-enchère entre partenaires dans les annonces de refinancement à l'attention de leurs publics respectifs. « On réinvestit

massivement, assure le ministre-président Demotte (PS), mais on a bien en tête notre responsabilité budgétaire. » Ainsi, en 2018, alors que les recettes devraient être en hausse de 250 millions, les dépenses supplémentaires se limiteront à 158 millions. De quoi garder sous contrôle la capacité de remboursement de la dette (6 milliards tout de même) et, surtout, l'évaluation de cette dette au regard des normes SEC européennes. De quoi aussi assumer les responsabilités sociétales. « Mettre des moyens supplémentaires dans le Pacte ou dans le supérieur relève bien de nos missions. Le jour où l'Europe reconnaîtra à quel point ces investissements-là valent bien des investissements dans des briques, nous pourrions en plus montrer combien la Communauté française se porte vraiment bien », ajoute Alda Greoli, vice-présidente CDH du gouvernement.

Qu'on se le dise, il y aura l'année prochaine, des enveloppes supplémentaires pour tout le monde, ou presque. À commencer par l'enseignement qui compose à lui seul les trois quarts des dépenses du gouvernement francophone. Rien que pour le Pacte, on prévoit 83 millions de bonus : renforcement de l'encadrement en maternel avec notamment la création de 700 postes de puériculteurs et psychomotriciens, aide aux directions d'écoles, plans de pilotage, gratuité en maternel, accompagnement personnalisé pour faire baisser le redoublement...

Enseignement toujours, avec un gros paquet de millions (24) visant la création de centaines de nouvelles places dans les zones géographiques en tension.

Enseignement enfin, avec la poursuite du refinancement du supérieur. On concrétise ici les promesses lancées en

début de législature par le ministre Marcourt : le secteur (essentiellement les universités qui ont beaucoup perdu en 20 ans) avait empoché 17,5 millions de plus en 2016 et en 2017. Pour 2018 par contre, le « bonus » s'élève à 39 millions.

Parallèlement, la Fédération Wallonie-Bruxelles fait un joli geste en faveur de la recherche scientifique : + 8 millions d'euros, soit une hausse de 5 % de son budget habituel. Le tout sans compter les 14 millions du programme EOS (Excellence of Science) récupérés du Fédéral en remplacement des PAI (pôles d'attraction interuniversitaires). « C'est un signal très fort, que nous envoyons aujourd'hui, jamais le budget pour la recherche fondamentale n'avait augmenté de cette manière », se réjouit le ministre Jean-Claude Marcourt. ■

ERIC BURGRAFF

EN BREF

Les autres secteurs

► **Culture.** Une vraie bouffée d'oxygène pour la création : le budget « art de la scène » sera augmenté de 10 % en 2018 (+10 millions pour les contrats-programmes et les aides aux projets pluriannuels). Au menu de l'année égale-

ment, un demi-million pour financer la reconnaissance de cinq nouveaux centres culturels et 200.000 euros pour mettre en œuvre le décret sur le prix unique du livre.

► **Enfance.** Elles attendent depuis des décennies... La Fédération Wallonie-Bruxelles a prévu huit millions supplémentaires pour permettre la création d'un réel statut social pour les ac-

cueillant(e)s d'enfants. Dans le même secteur, une enveloppe de trois millions permettra de mieux financer les milieux d'accueil les moins favorisés à ce jour comme les haltes-garderies par exemple. Un million et demi également pour créer des places dans les crèches (plan Cigogne).

► **Jeunesse, égalité des chances.**

Le secteur bénéficiera d'un gros refinancement de 12 millions d'euros. De quoi créer de nouveaux hébergements, améliorer le soutien aux familles d'accueil, renforcer le parrainage... Le gouvernement va également lancer des expériences pilotes pour proposer gratuitement aux élèves de maternelle, des repas de qualité.

E.B.